



Les NOUVELLES de ROUMANIE

Une femme seule contre la corruption

Laura Codruta Kovesi, ancien procureur général et procureur en chef chargée de la lutte contre la corruption, a de grandes chances de se voir nommer chef du Parquet européen, une institution nouvellement créée et chargée d'enquêter sur les atteintes aux intérêts financiers de l'Union européenne. Si elle est nommée, elle deviendra la première Roumaine à diriger une grande institution européenne. Mais dans son combat, la Roumaine se retrouve parfois bien seule, lâchée par une France « petit bras » et ses intérêts égoïstes.



Laura Codruta Kovesi, 45 ans, est née à Sfantu Gheorghe, comté de Covasna, au centre de la Roumanie, dans une région où l'ethnie hongroise est majoritaire. Elle est allée au lycée à Medias, où elle a également joué pour l'équipe de basketball locale. Elle a été recrutée par l'équipe nationale de basketball féminin junior, qui a terminé deuxième au Championnat Européen de Basketball Junior à Timisoara, en 1989.

Elle s'est inscrite à la faculté de droit de l'Université Babes Bolyai de Cluj-Napoca, où elle a obtenu son diplôme en 1995. La même année, elle a commencé sa carrière en tant que procureur au tribunal de Sibiu (Judecatoria Sibiu). Après presque quatre ans à ce poste, elle s'est installée au bureau du procureur auprès de la Cour de Sibiu (Tribunalul Sibiu) et c'est là que son ascension a commencé. En l'espace de quatre ans, elle est devenue procureur en chef du service des enquêtes pénales du bureau du procureur de Sibiu, après quoi elle est passée à l'antenne de Sibiu de la Direction des enquêtes sur le crime organisé et le terrorisme (DIICOT) en décembre 2004. En juin 2006, elle est devenue procureur en chef de la DIICOT Sibiu.

En octobre 2006, elle a été promue procureur général de la Roumanie. L'ancienne ministre de la Justice, Monica Macovei, désormais député européen, a proposé la candidature de Kovesi à ce poste et l'ex-président Traian Basescu a signé sa nomination.

Laura Codruta Kovesi a été la première femme à devenir procureur général de la Roumanie ainsi que la plus jeune procureur général. Elle n'avait que 33 ans à cette époque. Elle a obtenu un deuxième mandat en octobre 2009.

Un ancien Premier ministre envoyé en prison

En mai 2013, elle a été nommée procureur en chef de la Direction nationale de la lutte contre la corruption (DNA), une unité de poursuite spécialisée dans les enquêtes sur les affaires de corruption de haut niveau. L'ancien Premier ministre social-démocrate Victor Ponta, qui a également été ministre de la Justice par intérim pendant une courte période, est celui qui l'a nommée à ce poste et le président Traian Basescu celui qui a signé sa nomination. Quelques années plus tard, sous l'autorité de Kovesi, la DNA ouvrira une enquête sur Ponta et le frère de Basescu.

La Direction nationale de lutte contre la corruption (DNA), une institution créée en 2002, a atteint son apogée lors du premier mandat du Kovesi, quand elle a ouvert des centaines d'enquêtes ciblant de hauts responsables. En juin 2014, la DNA a condamné à une peine de quatre ans d'emprisonnement l'ancien Premier ministre Adrian Nastase, ce qui a permis à l'institution de se retrouver sous les feux des projecteurs. La DNA a réussi à mettre sous les verrous plusieurs ministres, députés et des dizaines de puissants dirigeants politiques régionaux (présidents de conseil ainsi que des maires), également appelés «barons locaux».



Les résultats de la DNA ont fait une très bonne presse à Kovesi dans les médias internationaux et le soutien de toutes les ambassades étrangères en Roumanie, notamment l'ambassade américaine à Bucarest. La direction de la DNA a reçu plusieurs décorations de pays étrangers, dont la France, les États-Unis et la Suède.

En 2016, Kovesi a vu son mandat renouvelé sur proposition de la ministre de la Justice, Raluca Pruna. Le Président Klaus Iohannis, qui soutenait les activités de Kovesi, a signé sa nomination.

Sa chance a tourné en 2016, lorsque le Parti social-démocrate (PSD) a repris le pouvoir et que ses dirigeants ont lancé une campagne contre la DNA. Ils ont accusé l'institution d'abus de pouvoir et d'agir sur ordre politique. Ils ont également accusé Kovesi de faire partie de ce qu'on appelle "l'état de l'ombre", une structure de pouvoir visant à prendre le contrôle du pouvoir politique en Roumanie. Le chef du PSD, Liviu Dragnea, condamné pour fraude électorale en 2015 à la suite d'une enquête la DNA et visé par plusieurs autres enquêtes pour corruption, est devenu le principal opposant de Kovesi.

La coalition au pouvoir PSD-ALDE a commencé à modifier les lois de la justice et les codes pénaux afin de rendre plus difficile pour les procureurs de mener des enquêtes sur les hommes politiques au pouvoir. La DNA a immédiatement réagi en déclarant que cela rendrait la lutte contre la corruption moins efficace en Roumanie. Les manifestations de rue contre la coalition au pouvoir et en faveur de la DNA ont commencé en février 2017. La Commission européenne et les ambassades étrangères ont également réagi, réaffirmant leur soutien pour la DNA.

La guerrilla tous azimuts menée par le pouvoir

Une longue guerre a éclaté, au cours de laquelle la coalition au pouvoir a progressivement imposé ses changements, tout en discréditant les plus hautes institutions judiciaires qui s'y opposaient, à savoir la DNA et le bureau du Procureur général. Les politiciens ont accusé la DNA d'abus de pouvoir et de coopération illégale avec les services de renseignements roumains (SRI), ainsi que de pressions exercées sur les juges pour obtenir des peines plus favorables.

En 2017, la DNA a également été touchée par les premiers scandales en interne. Des fuites d'enregistrements dans lesquels Kovesi aurait demandé aux procureurs de poursuivre le Premier ministre et d'agir plus rapidement dans les grandes affaires de corruption. La DNA a déclaré à ce moment-là que les enregistrements avaient été montés et sortis de leur contexte. Cependant, d'autres scandales ont suivi, lorsque les procureurs de l'unité locale de la DNA de Ploiesti, qui avaient été très actifs dans les enquêtes sur les plus hauts responsables politiques, ont eux aussi été accusés de faire pression sur les témoins et de fabriquer des preuves.

En février 2018, le ministre de la Justice, Tudorel Toader, a entamé la procédure de destitution de Kovesi de sa fonction de procureur en chef de la DNA. Il a présenté un rapport comprenant principalement des accusations contre Kovesi, souvent fondées sur des reportages dans les médias, et n'abordant que très brièvement son activité à la tête de la DNA. Le rapport accusait Kovesi, entre autres, d'avoir porté atteinte à l'image de la Roumanie à l'étranger en évoquant la corruption généralisée dans le pays et les efforts de la coalition au pouvoir pour affaiblir la lutte contre la corruption dans ses entretiens avec des médias internationaux. Le président Klaus Iohannis a tardé à répondre à la demande du ministre de la Justice pendant près de six mois, mais la Cour constitutionnelle l'a contraint à finalement signer son licenciement, ce qu'il a fait en juillet 2018 tout en précisant qu'il continuait à la soutenir pour son travail.

Un jeu peu reluisant de Paris

Après son licenciement, Kovesi s'est installée au bureau du Procureur Général. En décembre 2018, elle a présenté sa candidature au poste de chef du nouveau Parquet européen (OEPP). Immédiatement après cela, la coalition au pouvoir à Bucarest a repris ses attaques contre elle, essayant de bloquer sa nomination. Toutefois, le jury de sélection composé de spécialistes internationaux a placé Kovesi en tête de sa liste de candidats envoyée au Conseil européen et au Parlement européen. Dans le même temps, la nouvelle section chargée d'enquêter les magistrats a officiellement annoncé qu'elle enquêtait sur Kovesi pour abus de service, corruption et faux témoignage, dans une affaire liée à l'extradition par

l'Indonésie d'un gestionnaire de fonds d'investissement condamné pour fraude. L'affaire découle d'une plainte contre Kovesi déposée par l'ancien député en fuite, Sebastian Ghita, qui s'était réfugié en Serbie en décembre 2016 pour faire barrage aux enquêtes et accusations de la DNA à son encontre.

Le gouvernement roumain et le ministre de la Justice, Tudorel Toader, ont fait pression lors du Conseil de l'UE contre Kovesi, où elle a perdu le vote initial du candidat français qui lui avait été promis. Un étrange jeu peu reluisant de Paris. Toutefois, les commissions CONT et LIBE du Parlement européen ont voté pour Kovesi, la maintenant ainsi dans la course à la nomination, qui sera décidée à la suite de négociations entre le Parlement européen et le Conseil de l'UE. Affaire à suivre...

*

Editorial du « Monde », publié le dimanche 3 mars

« Le choix d'une procureure Roumaine pour le parquet européen serait un symbole fort »

Et si c'était elle ? Et si le premier Roumain à occuper un poste important dans l'Union européenne était une Roumaine ? Laura Codruta Kövesi est en lice pour diriger le tout nouveau parquet européen, qui doit voir le jour fin 2020. Pour la première fois de l'histoire de l'Union européenne, ce procureur aura le pouvoir de superviser des enquêtes sur les fraudes aux fonds européens ou à la TVA dans les 22 pays membres qui ont adhéré à cette initiative.

Cette petite révolution s'annonce politiquement sensible, quand on sait qu'au moins trois leaders européens ou des membres de leur entourage familial – Viktor Orbán en Hongrie, Andrej Babiš en République tchèque et Liviu Dragnea en Roumanie – sont actuellement impliqués dans des dossiers de fraude aux fonds européens. Tout cela dans des pays où la justice locale est parfois entravée – la Hongrie a d'ailleurs refusé d'adhérer au parquet européen.



La haine tenace du parti de la nomenklatura au pouvoir

Après un processus de sélection rigoureux, M^{me} Kövesi a été désignée, début février, par un comité d'experts, comme la candidate favorite pour le poste. A seulement 45 ans, sa carrière est impressionnante. Nommée procureure générale de Roumanie à 33 ans, en 2006, c'est surtout à partir de 2013, lorsqu'elle est nommée chef du parquet anticorruption local, qu'elle fait parler d'elle. Dans un pays gangrené par la corruption, elle fait condamner à des peines de prison ferme des centaines de responsables politiques de tout niveau, y compris un ancien premier ministre.

Dans son sillage, une génération entière de jeunes procureurs va réussir à faire reculer un fléau national. Après des années d'impunité, les politiques prennent peur face aux lourdes peines prévues par le code pénal roumain. En retour, M^{me} Kövesi s'est attiré la haine tenace du Parti social-démocrate au pouvoir. Son chef, Liviu Dragnea, condamné pour fraude électorale et détournement de fonds publics, mis en examen pour fraude aux fonds européens et contraint de renoncer au poste de premier ministre, arrive même à obtenir son limogeage, en juillet 2018. Malgré sa popularité, la procureure est obligée de plier. Mais elle a prouvé sa capacité de résistance en obtenant le soutien des eurodéputés, mercredi 27 février.

L'inexpérience du candidat de l'Elysée

Face à elle, un procureur français est également candidat, Jean-François Bohnert, à l'expérience et à l'engagement européen indéniables. Il est polyglotte, quand Laura Kövesi parle un anglais hésitant. Il est familier des institutions européennes, quand sa concurrente connaît surtout le système judiciaire roumain. Il est prudent et mesuré, quand M^{me} Kövesi se laisse parfois emporter à des commentaires excessifs. Il est fortement soutenu par la diplomatie française, quand elle fait l'objet d'une campagne de dénigrement efficace de la part de son propre gouvernement.

Mais, à l'heure où l'on observe une dérive préoccupante dans plusieurs pays d'Europe centrale, le futur procureur européen aura pour tâche principale de surveiller les conditions d'utilisation des fonds européens dont bénéficient largement ces pays : éviter qu'ils ne soient détournés de leur destination initiale ou finissent par enrichir des responsables dont les partis s'emploient à saper l'UE. La valeur politique de ce poste judiciaire est donc importante. Une procureure venue de l'ex-Europe communiste, appuyée par une équipe composée de juristes compétents, irréprochables et recrutés parmi les 22 Etats membres, serait un symbole fort de l'attachement de l'UE à l'Etat de droit.

*

« Peu m'importe si l'histoire nous considère comme des barbares »

Dans les heures sombres de l'histoire roumaine avec le cinéaste Radu Jude

Le cinéaste Radu Jude rappelle, dans son dernier film, le massacre de juifs à Odessa, en 1941. L'histoire n'est pas gravée dans un marbre indiscutable, mais toujours sujette à des réécritures ou à des révisions partisans qui en font le territoire d'une lutte politique permanente. C'est, en quelque sorte, ce que démontre, non sans amertume, le long-métrage de Radu Jude. Cinéaste révolté qui, après avoir évoqué dans *Aferim* (2015) l'esclavage des Roms au XIX^e siècle, il soulève encore ici un point extrêmement inconfortable du passé roumain.

La phrase qui compose son titre est extraite d'un discours de Mihai Antonescu, en juin 1941 (homonyme, sans lien de parenté et beaucoup plus fasciste, du dictateur Ion Antonescu, qui ouvrit la voie, l'automne suivant (du 22 octobre au 1^{er} novembre), au massacre de 20 000 juifs par l'armée roumaine à Odessa. Elle rappelle que la Roumanie fut, pendant quelques années de la seconde guerre mondiale, une dictature militaire ralliée à l'Allemagne nazie et impliquée dans la Shoah – séquence qui sera largement réécrite et atténuée sous le régime communiste.

La vérité qui fâche

Radu Jude choisit non pas de reconstituer directement cet épisode « barbare », mais de mettre en abyme l'acte même de sa représentation. Mariana (Ioana Iacob), metteuse en scène de théâtre, prépare un spectacle subversif dénonçant le massacre d'Odessa, qui doit prendre la forme détournée d'une parade militaire officielle. Déterminée, la jeune femme rencontre de nombreuses réticences, notamment parmi sa troupe de figurants, où le négationnisme règne.



Ioana Iacob dans « Peu m'importe si l'histoire nous considère comme des barbares », de Radu Jude.

Le film se compose d'arguties homériques sur des points d'histoire ardemment débattus. Les faits avérés se retrouvent pris d'assaut par des intérêts contradictoires, ceux d'une population qui se laisse bercer de mensonges réconfortants ou d'autorités clientélistes craignant de faire trop de vagues. La vérité qui fâche est ce que la plupart se satisferaient bien d'enterrer, au profit d'un roman national qui flatte la bonne conscience collective – *Le Miroir*, film révisionniste de Sergiu Nicolaescu, est diffusé à la télévision lors d'un passage effarant. Avec ce dispositif brillant, Radu Jude dénonce l'antisémitisme qui sévit encore aujourd'hui. Sa conclusion laisse peu d'espoir sur la possibilité de partager une histoire commune et de regarder ses zones d'ombre en face, en cette ère dite de la « post-vérité ».

Mathieu Macheret (*Le Monde*)

« *Peu m'importe si l'histoire nous considère comme des barbares* ». Film roumain, français et allemand de Radu Jude. Avec Ioana Iacob, Alexandru Dabija, Alex Bogdan (2 heures). Sur le Web : www.meteore-films.fr/distribution-films/Peu-m-importe-Radu-Jude

*

La Moldavie, le pays où l'on rêve (malgré tout) d'Europe

Si l'Europe ne fait plus rêver en Italie, en France ou en Allemagne, elle constitue toujours une promesse dès lors qu'on s'éloigne de son cœur historique, dans des pays pour lesquels aucun processus d'élargissement n'est pourtant prévu.

La Moldavie, un État de 3,5 millions d'habitants coincé entre la Roumanie et l'Ukraine, témoigne de ce paradoxe. Il vit actuellement une cohabitation entre un parlement dit pro-européen et un président dit pro-russe, Igor Dodon. Les élections législatives qui ont eu lieu le 24 février dernier avaient pour mission de mesurer, une nouvelle fois, ce rapport de force avant les Européennes de mai prochain.

Les électeurs n'y ont pourtant pas été très sensibles : pour la première fois depuis l'indépendance le nombre de votants s'est établi juste en dessous de 50 % (49 %), contre 55 % en 2014.

Une corruption endémique

À l'issue de ce scrutin, le Parti socialiste – souverainiste et plutôt favorable à Moscou – sous l'autorité du Président Igor Dodon, obtient 31,5 % des suffrages. Proche du principal oligarque du pays, Vlad Plahotniuc, le Parti démocrate engrange pour sa part 24 %, et les pro-européens, anti-oligarques de la coalition ACUM, dirigés de Maia Sandu, rassemblent 26,2 %.



En dépit de la politique pro-européenne des autorités depuis plus d'une dizaine d'années, la popularité de l'UE s'est érodée, notamment en raison du scandale financier du « milliard volé », qui a fait disparaître 12 % du PIB et conduit à l'arrestation de l'ancien premier ministre Vlad Filat en 2015. Ce scandale a illustré avec force l'une des principales difficultés du pays, à savoir une corruption endémique qui amène parfois à considérer la Moldavie comme un « État capturé », selon le terme d'une résolution du Parlement européen à l'automne dernier. L'oligarchie et les fragilités institutionnelles détournent la Moldavie de l'État de droit.

L'Union européenne, au miroir déformant de la politique moldave, semble à la fois inaccessible mais moins sûre d'elle-même. Igor Dodon, l'actuel Président et homme politique le plus populaire de Moldavie, a déclaré que, dans la mesure où l'on ne sait pas ce que sera l'Union européenne dans 10 ou 15 ans (voir le Brexit), il convenait de ne pas se lier les mains.

Pour autant, le commerce extérieur moldave s'est aujourd'hui très largement réorienté vers les marchés européens. La Moldavie a signé un accord d'association avec l'Union européenne en 2014, qu'une majorité pro-russe ne pourrait pas remettre en cause.

Du parti unique à l'oligarque unique

Les pro-européens semblent divisés entre le Parti démocrate et la coalition ACUM, dont les ressorts sont différents. Le Parti démocrate s'appuie sur la figure incontournable du système politique moldave, Vlad Plahotniuc : selon la blague locale, la Moldavie est passée d'un système de parti unique à un système d'oligarchie unique. Vlad Plahotniuc dispose d'un parti politique, mais aussi de ressources économiques, administratives et médiatiques. Mais il est, pour le moment, contraint à accepter un « cartel politique » avec l'actuel Président moldave.

Vlad Plahotniuc a acquis des gages de crédibilité internationale : reçu au plus haut niveau aux États-Unis en 2016, il a également été accueilli en 2017 par le Président turc Erdogan. Dans ce contexte, l'Europe peut apparaître comme une manière simple pour un oligarque de sécuriser les avoirs, plus que

comme un levier pour transformer politiquement la Moldavie. La coalition ACUM incarne, pour sa part, une aspiration européenne anti-oligarchique, avec une ligne sans ambiguïté.

Derrière ces partis, Ilhan Shor, natif de Tel-Aviv et impliqué parmi d'autres dans le scandale financier, dispose de sa propre structure électorale (clientéliste et sans idéologie forte). Son parti siègera au Parlement moldave (8,3 %) mais il est distancé, tout comme le Parti des communistes (3,8 %) et le Parti libéral (1,25 %).

Des risques d'instabilité persistants

Les risques d'instabilité après le vote restent forts au Parlement. D'autant que des problèmes techniques ont été évoqués par les principaux partis, affaiblissant la légitimité du scrutin avant même la proclamation des résultats. On a pu ainsi s'étonner de voir 10 000 personnes venir voter depuis la Transnistrie, alors que cette région séparatiste de l'est de la Moldavie est soutenue par la Russie depuis sa sécession au début des années 1990. Les votes de la diaspora, tant en Russie qu'à l'Ouest, feront l'objet de suspicions réciproques. La recherche d'une coalition fonctionnelle ne peut aller de soi pour la durée du mandat.

Comme un lointain écho de nos débats français, les électeurs moldaves ont eu à trancher par référendum, en même temps que l'élection de leurs députés, sur la réduction du nombre de députés de 101 à 61 (plébiscitée par les votants) d'une part, et sur la possibilité de la révocation d'un député par vote du Parlement d'autre part.

Les attentes populaires, ou plutôt la méfiance envers le monde politique manifestée au-delà même des seuls gilets jaunes en France, ne semblent pas très différentes en Moldavie et en France sur ce point, même s'il ne s'agissait pas de référendums d'initiative citoyenne.

Le scrutin moldave n'a pas laissé de clair vainqueur à l'issue du vote, laissant augurer de longues tractations pour former un gouvernement à Chisinau. C'est d'ailleurs le scénario qui risque de se reproduire au niveau européen en mai prochain entre le Parti socialiste européen, le Parti populaire européen et les autres pour l'obtention des commissions.